



l'Allemagne entend aller vers un abandon des énergies fossiles alors que les renouvelables ne constituent encore que 46 % du mix allemand. Photo Ina Fassbender/AFP

Les 100 milliards du plan Merkel sur le climat suscitent les critiques

- Les partis de la coalition d'Angela Merkel ont ficelé dans la douleur un paquet mêlant incitations sociales et instruments de marché, avec l'introduction de certificats d'émission pour les transports et l'immobilier.
- Un plan déjà critiqué par l'industrie et les ONG.

ENVIRONNEMENT

Nathalie Steiwer

Après un été et un dernier marathon de négociations dans la nuit de jeudi à vendredi, le gouvernement allemand est parvenu à un accord sur son plan d'action pour le climat. La pression était intense, avec plus de 270.000 manifestants suivant le mouvement Fridays for Future à quelques pas de la chancellerie à Berlin. Le résultat est de taille : 54 milliards d'euros devraient être investis d'ici à 2023 et jusqu'à 100 milliards d'ici à 2030 pour réduire les émissions de CO₂. Le tout sans déroger au principe sacré en Allemagne du déficit zéro, le « schwarze Null », a confirmé vendredi la chancelière, Angela Merkel. Le financement était donc au centre de l'ultime bataille entre sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates membres du gouvernement de coalition. Les premiers plaidaient pour augmenter la fiscalité sur le CO₂ ; les seconds ont

défendu jusqu'au dernier moment les instruments de marché. Dans la dernière ligne droite et sans vraie surprise, c'est un système hybride qui est sorti du four. Le marché des certificats d'émission, qui jouait jusqu'ici seulement pour l'industrie et les centrales électriques, sera étendu aux transports et au secteur immobilier. Un prix d'entrée d'une dizaine d'euros sera fixé en 2021, pour progresser ensuite jusqu'en 2026, a expliqué Angela Merkel.

« Personne ne restera sur le bas-côté de la route » Loin, très loin des 200 à 400 euros par tonne de CO₂ à l'horizon 2050 nécessaires pour « avoir un véritable effet dissuasif sur la consommation et incitatif pour l'investissement », note Claudia Kemfert, de l'Institut allemand pour la recherche économique de Berlin, le DIW plutôt marqué à gauche.

L'ombre des « gilets jaunes » français planait clairement derrière la mise en scène de cet accord obtenu à l'arraché. Les négociateurs SPD, qui devront décider en

Angela Merkel n'a pu que constater, « face à la jeunesse qui manifeste dehors », que l'Allemagne n'a pas tenu l'engagement pris en 2007 de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40 % par rapport à 1990 avant 2020.

décembre s'ils restent dans le gouvernement de coalition, n'ont pas manqué de mettre en avant le volet social du plan. « Nous voulons donner le signal que personne ne restera sur le bas-côté de la route » a plaidé la codirigeante du SPD, Malu Dreyer. L'impact sur le prix de l'essence, plus 3 cents par litre en 2021, pour arriver à 10 cents en 2026, serait donc compensé par des allègements fiscaux aux « navetteurs ». Parallèlement des déductions fiscales encourageront l'achat de véhicules électriques. Plutôt que de les interdire, le plan choisit aussi de subventionner le remplacement progressif des chauffages au mazout, plutôt que des mesures coercitives.

Les industriels allemands ont accueilli froidement ce plan en demi-teinte. « En l'absence de technologies alternatives, de nombreuses entreprises ne pourront pas éviter la hausse du prix du CO₂ », fait valoir Eric Schweitzer, président de la Chambre de commerce et d'industrie allemande. Bornes de recharge pour les dix millions de véhicules

électriques que l'Allemagne veut lancer sur ses routes d'ici à 2030, abandon des énergies fossiles alors que les renouvelables ne constituent encore que 46 % du mix allemand... le plan comporte encore beaucoup de zones d'ombre.

Pour Angela Merkel, qui se voulait il y a dix ans la « chancelière du climat », le bilan est mitigé. Elle arrivera bien ce lundi au Sommet des Nations unies pour le Climat à New York avec un « plan » copieux de près de 300 pages. En revanche, elle n'a pu que constater, « face à la jeunesse qui manifeste dehors », que l'Allemagne n'a pas tenu l'engagement pris en 2007 de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40 % par rapport à 1990 avant 2020. Les ambitions sont aujourd'hui plus modestes : -30 % en 2023 et -55 % en 2030. Saluant avec insistance la détermination de la Suédoise Greta Thunberg, Angela Merkel s'est montrée plus résignée : à « la différence de la science et de l'impatience de la jeunesse, la politique est l'art du possible ». ■

Elle a dit



A « la différence de la science et de l'impatience de la jeunesse, la politique est l'art du possible. »

ANGELA MERKEL

Photo Shutterstock

Les éoliennes sèment la zizanie en Allemagne

Elles fournissent déjà 20 % de l'électricité en Allemagne. Le gouvernement va cependant devoir gérer l'opposition grandissante des riverains. Reportage dans le Brandebourg.

Ninon Renaud

Twitter NinonRenaud

—Correspondante à Berlin

A mi-chemin entre Berlin et la mer Baltique, Angermünde vante aux voyageurs sortant de la gare de la ville ses attraits sur des panneaux d'affichage aux photos avantageuses : centre historique coquet aux maisons à colombages restaurées, monastère franciscain, fortifications, mais aussi réserve naturelle et parc national de la basse vallée de l'Oder leur promettent culture et calme. A condition de se tenir à distance des éoliennes qui ont poussé

comme des champignons tout autour de la ville.

Ce portrait idyllique, les habitants d'Angermünde accusent en effet les autorités de l'avoir brouillé en y introduisant ces immenses hélices vrombissantes vissées sur des tiges de 50 mètres, voire de 200 mètres pour les éoliennes de dernière génération. « Ma maison se situe à 1.300 mètres d'un des parcs et j'accumule les migraines. Si cela continue, je devrai déménager », se plaint Rainer Ebeling.

Initiatives citoyennes

Le sexagénaire installé depuis trente ans à Crussow, à 5 kilomètres d'Angermünde, est porte-parole du collectif citoyen local de lutte contre le déploiement des éoliennes, que le vrombissement et les ultrasons indisposent. Sur les quelque 550 habitants de sa commune, 400 en sont membres. Il faut dire que le

parc éolien occupe déjà 160 hectares et 200 hectares de champs supplémentaires en bordure de réserves naturelles doivent être colonisés. Dans le Brandebourg, Angermünde n'est pas un exemple isolé, le Land concentrant, juste derrière la Basse-Saxe, 12 % du parc de 30.000 éoliennes allemandes. Mais les autres Länder ne sont pas en reste : l'Allemagne compte plus de 1.000 initiatives citoyennes de ce type. Rainer Ebeling ne se fait cependant pas d'illusions sur leur capacité d'influence. « Personne n'entend nos arguments, qu'il s'agisse de santé ou de protection de la nature, les autorités ont des œillères », se plaint-il.

Et pour cause, pour tenir ses engagements en matière de réduction d'émissions de dioxyde de carbone, l'Allemagne n'a d'autre choix que de mettre les bouchées doubles sur les énergies renouvelables. Elle a en effet décidé de fermer sa dernière

« Personne n'entend nos arguments, qu'il s'agisse de santé ou de protection de la nature, les autorités ont des œillères. »

RAINER EBELING
Porte-parole du collectif citoyen d'Angermünde

centrale nucléaire en 2021. L'objectif est que les énergies vertes fournissent 65 % de la production d'électricité en 2030, contre près de 40 %

actuellement. Dans ce mix, les éoliennes fournissent déjà 20 % de la production d'électricité. Or le secteur affiche actuellement les plus grandes difficultés : depuis 2016, dernière année avant le passage d'un système de tarif subventionné à celui d'enchères, la pression sur les prix a provoqué la faillite de nombreux petits acteurs, entraînant la disparition de 30.000 emplois.

Faute d'acteurs suffisants, les prix sont rapidement repartis à la hausse. Les autorisations étant par ailleurs distribuées au compte-gouttes et les plaintes se multipliant avec le développement du parc, l'installation de nouvelles éoliennes a chuté de 80 % depuis le début de l'année. « Au sommet organisé le 5 septembre par le ministre de l'Économie, Peter Altmaier, à Berlin, le message a été qu'il fallait faciliter les autorisations de construction et accélérer le déploiement des éoliennes », conclut, amer,

Rainer Ebeling. Cette incompréhension n'est pas étrangère au résultat des élections régionales du 1^{er} septembre : à Angermünde, il s'en est fallu de 3 voix pour que le parti d'extrême droite AfD, très critique vis-à-vis de la politique énergétique du gouvernement, n'arrive en tête devant les sociaux-démocrates.

Peu avant, le ministre-président du Brandebourg, Dietmar Woidke, avait pourtant promis de verser 10.000 euros par éolienne aux communes concernées et de proposer au Conseil fédéral (Bundesrat) que les Länder redonnent aux communes la main sur l'aménagement des parcs éoliens. « Les Länder n'abandonneront pas leurs prérogatives », estime-t-on, sceptique, à la mairie d'Angermünde. Quant à l'argent, « cela ne compensera pas notre qualité de vie perdue », rétorque Rainer Ebeling. Le fossé sera difficile à combler. ■